

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4 av de la gare
BP 132
48005 MENDE CEDEX

Mende, le 19/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL

ZAE du causse d'Auge
20-22 rue de la Draine
48000 MENDE

Références : 2022-07-

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/06/2022 dans l'établissement ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL implanté ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 MENDE. L'inspection a été annoncée le 21/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site inspecté fait l'objet d'une démarche de régularisation administrative en application de l'arrêté de mise en demeure n°PREF-DREAL-2020-322-003 du 17 novembre 2020. A ce titre, un dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposé en date du 16 novembre 2021; ce dossier est en cours d'instruction.

La visite s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de visite de l'Inspection des installations classées. Elle a permis par ailleurs de faire le point sur les suites données à l'inspection réactive du 22 avril 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENVIRONNEMENT MASSIF CENTRAL
- ZAE du causse d'Auge 20-22 rue de la Draine 48000 MENDE
- Code AIOT dans GUN : 0006602540
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'installation de tri, transit et traitement de déchets non dangereux exploité par l'entreprise Environnement Massif Central exerce plusieurs activités de tri et traitement de produits plastiques,

de transit de VHU, de déchets verts et de production de CSR.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- effluents aqueux
- surveillance dans l'environnement
- risque incendie
- maîtrise des quantités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 19/07/2011, article 21	/	Mise en demeure, respect de prescription
Maîtrise des quantités	AP de Mesures Conservatoires du 05/06/2019, article 3.1	/	Mesures conservatoires

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
REJET DANS LE MILIEU NATUREL	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.6.2	/	Sans objet
REJET DANS LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.6.3	/	Sans objet
SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.7	/	Sans objet
SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.7.1	/	Sans objet
AUTRES CONTROLES	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.7.2	/	Sans objet
Moyens relatifs aux risques d'incendies	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.8.2.2	/	Sans objet
PERMIS DE FEU	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.7.4	/	Sans objet
MATERIEL ELECTRIQUE	Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.7.5	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite donne lieu à:

- un fait avec mise en demeure de respecter les prescriptions, à savoir l'absence de réalisation par un organisme compétent de visite de vérification visuelle annuellement et de visite de vérification complète tous les deux ans du système de protection contre la foudre ;
- un fait donnant lieu à la prise de mesures conservatoires, à savoir l'ilotage des stockages extérieurs conforme aux données présentées dans l'étude de dangers du dossier d'autorisation environnementale en cours d'instruction permettant d'assurer la prévention des effets dominos et visant à maîtriser les risques de propagation d'un incendie au sein de l'établissement.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : REJET DANS LE MILIEU NATUREL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux pluviales doivent respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents. <ul style="list-style-type: none">- débit maximal instantané : cf. débit de fuite au 3.5.2 ;- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;- température inférieure à 30 °C;- modification de couleur du milieu récepteur inférieure à 100 mg Pt/l ; [+Tableau] Ces valeurs sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.
Constats : L'exploitant fait réaliser des contrôles par le laboratoire départemental de la Lozère. Le contrôle du 03/11/2021 211104194366-01 est examiné par lors de l'inspection. L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des analyses. La DBO est mesurée à 422 mg/L, pour une valeur maximale fixée à 300mg/L. Des dépassements des valeurs limites pour la DCO, la DBO et les matières en suspension sont constatés depuis 2019 (date la plus ancienne du suivi examiné par l'Inspection). Pour corriger les concentrations mesurées, l'exploitant procède à l'entretien régulier des séparateurs/déshuileurs et a recruté un personnel chargé de curer les bassins (ainsi que de ramasser les envols à la périphérie du site). Ces valeurs sont issues de mesures ponctuelles, aucune ne dépasse le double des des valeurs limites de concentration et ne constituent donc pas de non-conformité. Les valeurs ne sont pas exprimées en moyenne quotidienne, comme il est prescrit.
Observations : La réalisation de mesures sur 24h doit être envisagée par l'exploitant pour les prochaines mesures. Les mesures effectuées par le laboratoire départemental se basent sur trois prélèvements dans des bassins différents. Le tableau de résultat ne donne cependant qu'une seule valeur par concentration mesurée, sans plus de précision. Une explication de la part du laboratoire sur sa méthodologie permettrait une meilleure analyse du suivi. Enfin, une présentation par courbes des valeurs de concentrations pourrait-être envisagée afin d'en faciliter le suivi.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : REJET DANS LE RESEAU D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Les caractéristiques des effluents à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine doivent être conformes aux prescriptions suivantes : <ul style="list-style-type: none">- débit maximal de 30 m3/jour- DCO :36 kg/jour avec une Concentration maximale de 1200 mg/l- PH compris entre 5,5 et 8,5 (9,5 si neutralisation à la chaux)- température < 30°C- effluent exempt de matières flottables, décantables ou précipitables- effluent exempt de substances capables d'entraîner l'altération des ouvrages, la destruction de la vie bactérienne de la STEP communale ou la revalorisation agricole des boues- l'effluent ne doit pas produire d'inhibition de la nitrification supérieure à 10% des performances initiales des micro-organismes nitrifiants pour un rapport de 40% d'effluent dans les conditions du test- indice phénols : 3 mg/] si le rejet dépasse 3g/j- Phénols : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j- Chrome hexavalent : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j- cyanures : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j- arsenic et composés (en As) : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j- plomb et composés (en Pb) : 1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j- cuivre et composés (en Cu) : 2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j- Chrome et composés (en Cr) : 3 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j- nickel et composés (en Ni) : 5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j- Zinc et composés (en Zn) : 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j- manganèse et composés (en Mn): 1 mg/l si le rejet dépasse 10 g/j- étain et composés (en Sn): 2 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j- fer, aluminium et composés: (en Fe + Al): 5 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j- composés organiques halogénés (en AOX): 5 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j- fluor et composés (en F) : 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j- Mercure (en Hg) : 0,05 mg/lCadmium (en Cd) : 0,2 mg/l- Selenium (en Se) : 0,25 mg/l- Sulfates : 400 mg/l- Sulfures : 1 mg/l- Nitrites : 10 mg/l- ratio DBOS/DCO <3
Le rejet au réseau ne pourra se faire qu'après avoir vérifié la conformité de la qualité des distillats par rapport aux prescriptions de l'arrêté municipal d'autorisation et après communication des résultats à l'inspecteur des installations classées et au service de Police de l'eau.
Constats : Pas de rejet dans le réseau d'assainissement collectif hormis des eaux vannes (sanitaires).
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.7
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des paramètres définis à l'article 3.6 dans les eaux rejetées, que ce soit au milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement communal. Une surveillance régulière de la qualité des eaux pluviales rejetées ou recueillies au niveau des bassins de collecte et de régulation des eaux pluviales (hors compostage) est assurée par l'exploitant. Une première mesure des concentrations des différents polluants dans les rejets pluviaux est effectuée dans les six mois qui suivent le démarrage de l'installation, puis une mesure périodique des concentrations des différents polluants est effectuée semestriellement par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées.
Constats : La surveillance est effectuée semestriellement, les résultats conformes en ont été présentés à l'inspection. Le programme de surveillance ne fait pas l'objet d'une procédure préétablie, les prélèvements sont conditionnés aux conditions météorologiques (présence d'un écoulement).
Observations : La réalisation d'une procédure permettra d'établir formellement le programme de surveillance prescrit.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : SURVEILLANCE DANS L'ENVIRONNEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre des moyens de surveillance lui permettant d'évaluer au mieux impact de son activité sur le milieu naturel. À minima, une surveillance régulière de l'exutoire de la canalisation au niveau des valats récepteurs est assurée afin de vérifier que l'ouvrage de traitement fonctionne correctement (absence de dépôts de sédiments, de déchets de bois, de traces d'hydrocarbures, etc.) et qu'aucune érosion n'est générée par le rejet. Une surveillance périodique avec une fréquence minimale d'une fois par an, de la qualité de la source du valat de Rivemale est mise en place si le périmètre capté comprend le ou les points de rejet de l'établissement et si la pertinence de ce choix est avérée par un hydrogéologue agréé. Cette vérification est effectuée au plus tard 3 mois après la notification du présent arrêté par un hydrogéologue agréé. Le cas échéant d'autres moyens de surveillance de l'impact pourront être proposés à l'inspection des installations classées.
Constats : La surveillance est assurée par un personnel en charge de ramasser les envols à la périphérie du site. Un planning journalier, présenté à l'inspection, définit les tâches et surveillances à réaliser (nettoyage des bassins, ramassage des envols, surveillance au niveau des chemins périphériques..). L'exploitant a transmis par mail la conclusion générale datée du 5 mai 2010 de l'étude menée par l'hydrogéologue Jean-Louis Reille, laquelle indique qu'il ne "paraît pas [...] significatif de procéder à une surveillance analytique de la qualité des eaux recueillies dans le dispositif du Valat de Rivemale".
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : AUTRES CONTROLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 3.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Prescription contrôlée : Les contrôles périodiques effectués par l'Administration peuvent être considérés comme des contrôles effectués par un organisme agréé s'ils portent sur l'ensemble des paramètres visés dans le paragraphe 3.6.2. Les mesures effectuées par des laboratoires agréés et indépendants de l'exploitant doivent être mises à profit afin de caler les dispositifs de mesures d'autosurveillance mis en place par l'industriel. Des mesures et des contrôles supplémentaires pourront à tout moment être prescrits ou réalisés par l'inspecteur des installations classées, tant sur les rejets que dans l'environnement des installations, Les frais qui en résulteront sont à la charge de l'exploitant.
Constats : L'exploitant présente à l'Inspection un fichier centralisant les résultats d'analyses effectuées à sa demande par le laboratoire de son choix et ceux des contrôles inopinés.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens relatifs aux risques d'incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.8.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les dispositifs de sécurités et les moyens de secours et lutte contre l'incendie doivent être maintenus en bon état de service et périodiquement vérifiés.
Constats : Les moyens de lutte contre l'incendie sont contrôlés annuellement. Documents transmis : <ul style="list-style-type: none">- rapport de contrôle des extincteurs du 1/07/22 émis par la société SLMI- rapport de contrôle des RIA du 1/07/22 émis par la société SLMI Le rapport de contrôle des RIA mentionne 23 RIA hors service. L'exploitant a fourni les justificatifs de remplacement de ces dispositifs. Un contrôle était en cours lors de la visite d'inspection, réalisé par la société SLMI.
Observations : le rapport de contrôle 2022 sera transmis à l'Inspection par l'exploitant dès que fourni par la société de contrôle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : PERMIS DE FEU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Dans les parties des installations visées au point ci-dessus [article 7.7.5 Permis de feu], tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le "permis de travail" et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils doivent avoir nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.
Constats : L'exploitant délivre des "permis de feu" pour la réalisation des travaux concernés par la prescription. Les inspecteurs constatent les permis suivant : n° E128246 délivré le 14/06/2022 avec un plan de prévention à l'entreprise Bollegraaf n° E128245 délivré le 06/04/2022 à M. Gleize, responsable d'exploitation, et M. Abdel Krim, responsable de maintenance.
Observations :
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : MATERIEL ELECTRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2010, article 7.7.5
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Un contrôle de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs.
Constats : L'exploitant fait réaliser un contrôle annuel. L'Inspection consulte le document Q18 du contrôle 2021, rapport 097PB/21/4477 daté du 27/06/2021 qui ne relève aucune non-conformité. Le rapport du contrôle 2022 a été transmis par courriel à l'inspection.
Observations : Les suites données au rapport de contrôle 2022 seront transmises à l'Inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/07/2011, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, risque foudre
Prescription contrôlée : Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.
Constats : Le système de protection contre la foudre est conçu par Qualifoudre, qui a produit les documents suivants: - analyse des risques foudre du 25/07/2018, FCPMN n°2180717 - étude technique de protection foudre du 25/07/2018, FCPMN n°2180718 - notice de vérification FCPMN n°2180719 L'exploitant n'a pas présenté à l'Inspection le rapport des visites de vérification visuelle et de vérification complète. Ce constat constitue une non conformité à l'article 21 de l'arrêté ministériel du 19 juillet 2011.
Observations :
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Maîtrise des quantités

Référence réglementaire : AP de Mesures Conservatoires du 05/06/2019, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Déchets plastiques : les îlots sont aménagés de manière à ne pas permettre la propagation d'un incendie au sein d'un établissement. Cet aménagement repose sur des mesures techniques et ou organisationnelles.
Constats : Le stockage des produits amont au CSR a retrouvé des caractéristiques conforme à l'AP de mise en demeure et mesures conservatoires du 5 juin 2019, qui sont compatibles avec les dispositions d'évitement des effets dominos de l'étude de danger. L'exploitant présente le tableau de suivi des quantités stockées. La capacité maximale de stockage, et le seuil d'alerte fixé à 75% de cette capacité, ne sont pas atteints. Le stockage de balles de plastiques n'est pas conforme à l'article 3.1 de l'APMC du 5 juin 2019. Certains îlots sont trop proches les uns des autres ; l'îlot au nord ouest du bâtiment B4 est à moins de 10 m du bâtiment.
Observations : L'exploitant ne respecte pas les mesures conservatoires prescrites à l'article 3.1 de l'AP du 5 juin 2019. Au vu des nouveaux éléments apportés par le dossier de demande de régularisation déposé en novembre 2021, les prescriptions de l'article 3.1 sus-mentionnées ne sont plus adaptées. En effet, les données fournies par l'étude de dangers, basée sur une méthodologie reconnue nationalement, constituent un référentiel permettant de définir une organisation des stockages sur le site (sur la base d'un principe d'îlots suffisamment éloignés les uns des autres et des bâtiments) propres à prévenir les risques de propagation d'un incendie par effets dominos thermiques entre les différents stockages de déchets présent sur le site. Pour ces raisons, il est proposé au Préfet de modifier les prescriptions de l'AP du 5 juin 2019 pour imposer les une organisation des stockages conforme aux données étudiées dans l'étude de dangers du dossier d'autorisation environnementale.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mesures conservatoires